



## ***LA MONTEE DES POPULISMES EN EUROPE***

Compte-rendu de la conférence  
- 6 décembre 2010 -

En Belgique, aux Pays-Bas, en Italie, en Suède, au Danemark, en Hongrie... des formations populistes se développent dans toute l'Europe. Leurs discours exploitent la défiance des citoyens à l'égard des institutions et des gouvernements, les replis nationalistes et les crispations identitaires, exacerbés par la profonde crise actuelle. Comment analyser ce phénomène ? S'agit-il d'un nouveau type de contestation ? Quels défis pose-t-il aux démocraties européennes ?

Pour analyser ce phénomène, l'IRIS et la Maison de l'Europe ont organisé conjointement une conférence-débat sur la montée des populismes en Europe. Autour de la table pour en discuter, **Jean-Yves Camus**, politologue, spécialiste de l'extrême droite et des questions identitaires et **Fabio Liberti**, Directeur de recherche à l'IRIS et spécialiste des questions européennes.

## ▪ **Trop d'institutionnel et pas assez de proximité**

Fabio Liberti a ouvert sur un constat. L'année 2010 marque la fin d'une décennie compliquée pour l'Europe. Compliquée, car elle a été dominée par d'interminables discussions autour des institutions et des fameuses nouvelles « règles du jeu » : traité de Nice (2001), traité de Rome (2004), traité de Lisbonne (2007)... Cette Union européenne « institutionnelle » aurait, en un sens, échoué en délaissant ses citoyens. Elle se serait focalisée sur des querelles de système au lieu de s'occuper des problèmes du quotidien.

Selon M. Liberti, l'entrée en vigueur de l'Euro aurait, par ailleurs, créé de nouvelles inquiétudes. On les retrouve, par exemple, dans la perception des taux d'inflation, qui seraient supérieurs à ceux observés lorsque les monnaies nationales existaient encore. Pour couronner le tout, la crise économique de 2008 s'est rajoutée aux problèmes déjà existants. Elle a frappé de plein fouet les pays européens avec pour conséquence une montée du chômage, des difficultés budgétaires et la crise de la dette. Il est aussi intéressant de souligner qu'un certain nombre d'analystes parient aujourd'hui sur l'éclatement de la zone euro. L'euro est pourtant l'une des plus grandes réussites de l'Union européenne de ces vingt dernières années.

### ○ **Tour d'Europe du populisme**

La décennie qui s'achève a été également marquée, selon Fabio Liberti, par une baisse de l'« européanisme ». Elle se traduit par un euroscepticisme qui touche également des pays traditionnellement pro-européens. L'année 2010 a été rythmée par de nombreuses élections. Elles se sont souvent soldées par des scores importants de la part des partis extrémistes, aussi bien de droite que de gauche. L'enjeu anti-européen a fréquemment figuré au cœur des campagnes électorales. Petit tour d'horizon de cette Europe populiste.

- **La Belgique** - Même si le parti d'extrême droite Flamand, le Vlaams Belang, a perdu une partie de son électorat, le parti séparatiste a réalisé des scores historiques au cours des dernières élections. Le pays est important car il est le siège des institutions européennes. Il traverse une crise institutionnelle qui dure maintenant depuis plus de douze ans. Certains analystes estiment qu'un éclatement du pays en deux entités distinctes est possible.
- **Les Pays-Bas** - Le pays est aussi un membre fondateur de l'Europe. Des élections récentes ont donné lieu à la formation d'un gouvernement de coalition, qui n'aurait pas pu exister sans l'appui extérieur de PVV, le parti mené par Geert Wilders. Ce dernier, considéré par certains comme l'héritier de Pim Fortuyn, se définit comme le défenseur des valeurs de l'Occident. Il se dit tout à fait sensible à la question de l'émancipation de la femme, des droits des homosexuels et à la cause de l'Etat d'Israël. Cependant, le programme de son parti considère que le Coran est une idéologie politique totalitaire, qu'il constitue l'équivalent des temps modernes de « *Mein Kampf* ». Geert Wilders considère que l'Europe est responsable en partie de la déferlante migratoire sur le continent. Son discours politique est teinté d'extrémisme et de populisme, mais il a tout de même réussi à nouer une alliance avec le parti démocrate. D'après M. Liberti, on assiste ainsi à une banalisation, un « dédouanement » des idées que véhicule son parti. Cette situation pourrait selon lui devenir dangereuse.

- **L'Italie** - Les observateurs extérieurs ont mal compris et analysé le style de Berlusconi. Lors de son élection, la presse, française notamment, disait de lui qu'il était un dictateur potentiel. Le système politique italien est pourtant conçu de façon à éviter ce type de dérapage en limitant les pouvoirs du Premier ministre. Le pays garde encore en mémoire l'expérience du fascisme. Cependant, Silvio Berlusconi a anticipé une tendance qui s'est maintenant généralisée : celle du « populisme » caractérisée entre autres par une utilisation à outrance des médias pour forger le consensus. D'autres facteurs ont bien entendu également concouru à son succès politique, comme le scandale de corruption Main Propres qui avait investi le pays en 1992.
- **Les autres pays** - Des phénomènes similaires ont lieu dans d'autres pays en Europe, tels qu'en Suède où le parti d'extrême droite des « Sweden Democrats » a pour la première fois fait son entrée au Parlement. La Suède est pourtant le seul pays avec la Pologne à ne pas avoir connu de récession en Europe. En Hongrie, le parti Jobbik s'est également affirmé lors des dernières élections, remportant 17% du scrutin sur fond d'antisémitisme et de racisme anti-tzigane.

M. Liberti a insisté sur le fait qu'il faut éviter les généralisations en Europe. Il faut tenir compte des spécificités nationales. Il existe de nombreux pays en Europe où l'on n'observe pas les phénomènes décrits ci-dessus, comme en Grèce. En effet, malgré un plan d'austérité extrêmement rude, le gouvernement de Papandreou continue à bénéficier d'un soutien fort.

### ▪ **Les raisons de cette montée du populisme**

M. Liberti a exprimé son inquiétude sur le long-terme. A court ou moyen terme, l'accroissement du populisme auquel on assiste ne semble pas irréversible : il n'est pas ancré de façon définitive. On assiste en revanche à une crise européenne qui comporte de nombreuses facettes.

#### ○ **Crise de la gauche européenne**

La gauche européenne aurait « raté » la sortie de l'idéologie communiste ou socialiste d'après M. Liberti. Elle ne serait pas parvenue à proposer un programme crédible et cela se retrouve dans les faits. A l'heure actuelle, seuls 3 Etats sur les 27, qui composent l'Union européenne, sont dirigés par des administrations de gauche ou de centre gauche. M. Liberti a cité l'ouvrage de Raffaele Simone, *Le Monstre doux. L'Occident vire-t-il à droite ?*<sup>1</sup>, qui serait un Leviathan des temps modernes : une droite démagogique, qui utilise avec succès le pouvoir des médias, et joue sur la volonté légitime de chaque citoyen de payer moins d'impôts, d'avoir plus de temps libre, etc. En lui promettant un avenir meilleur, *Le Monstre doux* vise à créer une hégémonie culturelle Gramscienne qui serait imposée partout en Europe.

La gauche n'aurait, selon Raffaele Simone, pas su réagir face au *Monstre doux*, du titre de l'ouvrage, que représente la droite populiste. L'Occident vire à droite parce que la gauche n'a pas su réagir. Fabio Liberti a cependant tenu à nuancer ses propos : il n'y a pas de droite populiste dans tous les pays. Selon lui, dans l'ensemble la classe politique – de droite comme de gauche – n'aurait pas su expliquer le phénomène de l'immigration, ni l'augmentation des

<sup>1</sup> Raffaele Simone, *Le Monstre doux. L'Occident vire-t-il à droite ?* traduit de l'italien par K. Bienvenu avec le concours de G. Larcher. Paris, Gallimard, « Le Débat », 2010. Sortie le 16 septembre.

flux. Certaines études montrent pourtant que dans le cas de la France, l'immigration aurait représenté un gain net pour l'Etat de l'ordre de 20 milliards d'euros.

- **Crise économique**

La crise budgétaire que traverse l'Europe actuellement est révélatrice à bien des égards. Selon M. Liberti, l'Allemagne s'affirme de plus en plus comme le pays leader à l'intérieur de l'Union européenne, notamment du point de vue économique. Mais la crise économique que nous traversons a montré que ce pays ne savait pas encore gérer son leadership. Sa réponse tardive à la crise grecque, par exemple, a favorisé la panique sur les marchés et les mouvements spéculatifs.

Sur le long-terme, on risque de vivre une décennie de croissance molle, faite de plans de rigueur et d'une augmentation du chômage. D'après M. Liberti, l'Union européenne court le risque d'être perçue comme un « monstre » qui impose la rigueur, oubliant les événements ayant concouru aux événements actuels (tels que l'assouplissement des critères du Pacte de Stabilité et de Croissance en 2004, le trucage des comptes publics en Grèce, *etc.*).

D'après Fabio Liberti, ce dont l'Europe a besoin actuellement, ce sont de nouveaux projets porteurs, nécessaires pour recréer une adhésion des citoyens. L'Europe est confrontée à des défis considérables sur de nombreux fronts, et ne parvient pas à trouver sa place au sein d'un monde multipolaire.

- **Pas un, mais trois types de populisme**

Jean-Yves Camus a ensuite pris la parole. Il a commencé par définir le terme « populisme ». Il a jugé cela important, car bien souvent, un amalgame est fait entre populisme et extrême-droite. C'est pourtant historiquement un non sens car il existe, non pas un, mais trois types de populisme :

- **Un populisme agrarien** - Ce type de populisme trouve ses origines dans la classe paysanne de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'agit d'un mouvement idéologique qui se construit en réaction aux diverses transformations de la société et de l'économie : le monde se transforme, la structure des villes évolue etc. Cette modernité apparaît naturellement comme plus corrompue et plus décadente. Le populisme agrarien n'a pas seulement existé en Europe mais aussi aux Etats-Unis.
- **Un populisme de gauche** - Ce populisme ne touche pas que la gauche classique, mais aussi l'extrême gauche. Il sanctifie la parole du peuple à tel point que tous les slogans maximalistes apparaissent comme « la » solution politique. Cette conception éloigne de la perspective du pouvoir et de la gestion de la société. Ce type de critique a souvent été formulé contre une partie de l'extrême gauche.
- **Un populisme d'extrême droite** - Le populisme d'extrême droite est le plus connu. Il n'existe cependant pas « un » type de populisme d'extrême droite, mais plusieurs types dont des partis politiques « hybrides ». Ces derniers n'appartiennent pas réellement à une catégorie politique bien définie.

Pour le cas du populisme d'extrême droite, il suffit de regarder ce qui se passe aux Pays-Bas. D'un côté, il y a le phénomène Pim Fortuyn. Il s'agissait d'un homme qui venait de la sociale démocratie, un intellectuel, un journaliste, un essayiste. Il a percé électoralement dans un pays où la tradition d'extrême droite était minoritaire. Il a remporté des suffrages importants dans pratiquement toutes les catégories de la société, y compris les classes moyennes et une partie des classes supérieures. Il a finalement réussi à s'installer dans la vie politique, un peu comme un OVNI, avant de se faire assassiner par un militant des droits des animaux en 2002. De l'autre, il y a le phénomène Geert Wilders. Il est quant à lui plus ancré à droite. Il se réclame beaucoup plus d'une famille politique donnée. Ses fondamentaux sont très clairs à la différence du cas Fortuyn qui était « hybride ».

### ▪ **Le populisme et l'extrême droite au XXIe siècle**

Selon Jean-Yves Camus, cette montée du populisme est, en quelque sorte, une réponse de la société à l'époque que nous vivons. Cette époque correspond, ni plus, ni moins, au déclin des grandes idéologies mobilisatrices du siècle dernier. Le citoyen se cherche et se réfugie dans un protectionnisme.

Les partis dits d'extrême droite, qui réussissent en Europe, ne sont plus les héritiers des formations passées. Il n'existe plus nécessairement de rapport avec l'extrême droite historique de la première moitié du XXe siècle ; celle qui sert toujours de référence car les événements qui s'y sont déroulés sont indélébiles dans leurs ampleurs et leurs horreurs.

Ce prisme d'analyse n'est désormais plus opérant. Jean-Yves Camus assume ces propos en prenant comme exemple le vote des Suisses contre les minarets fin 2009. De nombreux commentaires faisaient de l'Union démocratique du centre un parti fasciste ou de filiation fasciste. Non seulement cette analyse est fautive, mais elle est terriblement contre productive dans la mesure où quasiment personne dans le pays concerné ne la partage. Elle ne déclenche, au mieux, que des sarcasmes, et au pire, que des réactions d'agacement contre les donneurs de leçons. Ces derniers parlent d'un mouvement sans voir dans quelle filiation nationale propre ils s'insèrent.

### ▪ **Pas de vague, mais un succès incontestable**

Les succès électoraux des partis populistes ou d'extrême droite en Europe est un fait incontestable. Les chiffres sont là, mais ils n'autorisent pas pour autant à parler de manière uniforme d'une vague qui s'étendrait partout et qui aurait des ressorts idéologiques communs, explique M. Camus. Ces partis expriment tous un scepticisme affirmé face à toutes les tentatives d'ordre supranational (Union européenne, OTAN, FMI, etc.), mais ils ont incontestablement une approche différente des droites traditionnelles et conservatrices sur les questions d'identité et d'immigration.

#### ○ **Populisme et immigration**

Sur les questions d'immigration, le problème n'est pas tant l'opposition à l'immigration que le refus affirmé de toutes formes de multiculturalisme. Pour ces partis là, l'Europe des valeurs apparaît comme étant une construction abstraite. Pour la plupart, ils considèrent que

l'Europe des Pères fondateurs est une identité vide de sens. La seule identité qui compte est l'identité nationale vue sous le prisme nationaliste ou identitaire.

Pour ces partis, il y a les Européens de souche et de l'autre côté, des personnes issues d'autres cultures. Selon Jean-Yves Camus, un « Geert Wilders » dira que l'adhésion aux valeurs européennes ne peut pas être un acte volontaire. Il y a ceux qui sont européens de souche, et les autres, qui malgré tous leurs efforts, ne seront jamais européens. Pour illustrer ses propos, Jean-Yves Camus a pris l'exemple de l'Islam. Dans le cas des Pays-Bas, selon M. Wilders ou de l'Union Démocratique du Centre, ce ne sont pas tant les musulmans et l'islamisme que l'on critique, c'est l'Islam tout court. Geert Wilders et l'UDC ne disent pas qu'il faut interdire la lecture « islamiste » du Coran. Geert Wilders dit « *Le Coran, c'est 'Mein Kampf'* ». Il faut tout simplement l'interdire. Il s'attaque au livre lui-même dans toutes les versions possibles et imaginables.

- **Populisme et identité**

Pour expliquer le succès des partis populistes, il faut revenir sur la notion d'identité car deux points nouveaux sont à prendre en compte pour Jean-Yves Camus.

- **Vers la fin de l'Etat-nation ?**

Pour Jean-Yves Camus, le rapport de force qui existe entre « identité locale », « identité nationale » et « identité européenne » est en train de changer. Plus le projet européen avance, plus l'échelon de l'Etat-nation est en train de disparaître. Il serait possible d'établir un lien direct entre une identité locale – sorte de groupe primaire dans lequel les identités seraient définies par l'ethnicité et l'histoire – et l'échelon européen. Autrement dit on pourrait être basque et européen sans passer par l'échelon espagnol, être flamand et européen sans passer par la Belgique, etc. M. Camus estime qu'il y a un mouvement idéologique en cours dont on ne sait pas très bien où il va. Il est d'ailleurs en œuvre en Italie avec la Ligue du Nord qui n'est pas d'un européanisme forcené, mais qui n'est pas d'un anti-européanisme total.

- **Le retour de la notion d'« Occident »**

Autre point, le retour à la notion d'« Occident ». Il est important car il renvoie à un vrai débat civilisationnel. Le terme d'« Occident » avait été beaucoup utilisé durant la guerre froide pour définir, dans un sens large, les Etats-Unis et leurs alliés contre le communisme. Ce terme avait presque disparu depuis la chute du mur. Il est réapparu dans la bouche des partis de droite. Ces partis défendent la thèse qu'il existe un conflit idéologique entre des pays qui se reconnaissent dans un socle historico-culturel européen et les autres. Les définitions varient selon Jean-Yves Camus : judéo-chrétien disent certains, helléno-chrétien disent d'autres. Selon eux, nous sommes à nouveau dans l'optique d'un choc des civilisations qui renvoie à la période post-11-Septembre.

M. Camus est revenu sur les élections locales à Vienne (Autriche) d'octobre 2010. Le parti populiste FPÖ, sous la houlette de Christian Strache, a rassemblé presque 28% des voix. Dans son programme, il n'y a ni plus ni moins l'idée que la cathédrale de Vienne puisse être un jour remplacée par une mosquée. Ce grand thème de campagne fantasmagorique peut choquer, mais il réussit à interpeller la population dans son cœur, car dans l'imaginaire collectif viennois, Vienne est la ville qui avait arrêté l'avance ottomane en 1529.

## ▪ **Les « nouvelles droites »**

Aujourd'hui, selon Jean-Yves Camus, parler des droites extrêmes en Europe, c'est presque parler d'avantage des droites que des droites extrêmes. Cette idée peut paraître paradoxale. Pourtant pratiquement personne parmi les politologues de Scandinavie, par exemple, ne considère que le Parti norvégien du Progrès ou le Parti du Peuple danois soient des partis extrémistes : ce sont des droites qu'on appelle « nouvelles droites ». C'est aussi valable en Suisse où personne ne considère sérieusement – mis à part la gauche de la gauche – que l'UDC soit véritablement un parti extrémiste. C'est un parti de droite ! En Italie, le parti de la Ligue du Nord apparaît aussi comme un parti profondément inséré dans le « mainstream » démocratique.

Les thèmes de l'immigration et de la critique du multiculturalisme ont trouvé droit de cité en quelques années au cœur du projet idéologique de droite « classique », c'est à dire les droites de gouvernement. Jean-Yves Camus signale par exemple que c'est la chancelière allemande, Angela Merkel, qui a parlé de l'échec du multiculturalisme. C'est, d'après lui, beaucoup plus significatif de l'entendre de la bouche d'une dirigeante allemande en exercice que de l'entendre de petites formations plus ancrées à droite. Ce thème a donc cessé d'être marginal pour devenir un des éléments autour duquel s'ordonne le nouveau logiciel idéologique des droites européennes.

### ○ **Le paradoxe de ces nouvelles droites**

Au sein de ces droites populaires, on retrouve selon Jean-Yves Camus des idées contradictoires. Il suffit de prendre comme exemple la Droite Populaire, c'est-à-dire l'aile la plus conservatrice et réactionnaire de l'UMP en France. Elle tient un double discours complémentaire. D'un côté, elle dit qu'il faut faire comme en Suisse une votation sur la question des étrangers criminels ; mais de l'autre, qu'il faut distinguer et protéger les étrangers qui veulent s'intégrer. On doit pouvoir s'intégrer quand on vient d'ailleurs. Tout l'enjeu est là, cette division entre ceux qui à droite pensent qu'il est possible de s'intégrer moyennant un certain nombre de conditions, et ceux qui pensent que ces questions là ne se résolvent que par le « déterminisme ». Dans la droite conservatrice française, ce deuxième groupe n'existe pas pour l'instant.

### ○ **Le contre exemple : le cas de l'Irlande**

Fabio Liberti le soulignait précédemment. La montée des populismes de droite n'est pas un phénomène général. Il existe des pays qui résistent à cette ascension du populisme. L'Irlande en est le parfait exemple. Ce pays connaît une situation économique désastreuse. Il n'émerge pas, pour l'instant du moins, de populisme de masse. Ce pays réunit pourtant selon la science politique une bonne partie des critères nécessaires. Alors pourquoi ? Parce qu'il existe des critères nationaux qui prémunissent : le leader charismatique qui existe ou qui n'existe pas, des histoires nationales comme au Portugal ou en Espagne... Il y a des populations par exemple qui se souviennent de la vie sous un régime autoritaire et n'ont pas particulièrement envie d'y retourner. Ce comportement se retrouve dans les urnes. Il n'est pas question de dire pour autant que tous les pays aient une histoire qui prémunisse, mais certains sont plus immunisés que d'autres.

- **Mot d'ordre : tempérance**

Il faut bien se garder de rentrer dans les polémiques que l'antifascisme traditionnel affectionne. Elles ont prouvé leur inefficacité pratique dans les urnes. Au fur et à mesure que l'on démonise l'adversaire, on évite de l'analyser avec finesse et de regarder quels en sont les ressorts. Et plus on le fait, plus on accrédite l'idée qu'il y a quelque chose de bon dans ce que l'on démonise.

La réaction de l'Union européenne face à ce phénomène doit aussi être extrêmement mesurée. Il faut bien peser la façon dont on réagit. Jean-Yves Camus se souvient avoir passé une bonne partie de l'année 2000, en Autriche, après l'accession au pouvoir de la coalition entre le FPÖ et le parti conservateur du chancelier Schessel. Une des choses qui revenait était les sanctions décrétées par l'Union européenne. Elles avaient été d'une assez courte durée puisqu'elles ont été levées six mois après avoir été adoptées. « C'est finalement une manière de nous stigmatiser ». « Tout le monde n'a pas voté pour ces partis là, or la sanction cible un pays », étaient les propos que l'on pouvait entendre dans la rue.

Jean-Yves Camus a conclu cette conférence-débat avec une idée simple qu'il faut toujours garder en mémoire : si les partis populistes ou d'extrême-droite représentent aujourd'hui 15%, ils n'en représentent pas, par définition, 85%.

*Compte-rendu rédigé par :*

*Blanche BASILIEN*

*Pierre-Yves CASTAGNAC*